

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
Service Risques et Installations Classées  
de Paris et des Hauts-de-Seine  
167/177, avenue Joliot-Curie BP 102  
92 013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 31/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FRAICHEUR DE PARIS ETOILE**

27bis rue la Pérouse

75 016 Paris

N°GUN : 0007404186

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2024 dans l'établissement FRAICHEUR DE PARIS ETOILE implanté 27bis RUE LA PÉROUSE 75 016 Paris. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FRAICHEUR DE PARIS ETOILE
- 27 B RUE LA PÉROUSE 75116 Paris
- Code AIOT : 0007404186
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation concerne les équipements de réfrigération situés au 27bis rue La Perouse - 75116 Paris. Le site exploite un système de refroidissement par des tours aéro-réfrigérantes, 4 TARs installées à

circuit primaire ouvert situées au sous-sol, niveau -7 du bâtiment. Du fait du risque de propagation de légionelles associé à leur exploitation, ces équipements relèvent de la rubrique 2921 sous le régime enregistrement de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

## Thèmes de l'inspection :

- Programme pluriannuel de contrôle 2024
- Action régionale JOP2024
- Légionelles / prévention légionellose

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Analyse méthodique des risques (AMR) – Prise en compte de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Demande d'action corrective	1 mois
6	Plan d'entretien – justification	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2	Demande d'action corrective	1 mois
7	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3	Demande d'action corrective	1 mois
8	Nettoyage préventif des installations	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c	Demande d'action corrective	1 mois
11	Analyse légionnelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Sans objet
2	Réalisation de l'analyse méthodique des risques (AMR)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Sans objet
4	Procédures	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c	Sans objet
5	Plan d'entretien – Présence	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1	Sans objet
9	Procédure > 100 000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1	Sans objet
10	Procédure Flore interférente	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors la visite d'inspection réalisée le 16/04/2024 dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) et dans la perspective des jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, ont conduit l'Inspection des installations classées (IIC) à émettre 5 remarques à propos des articles suivants de l'AMPG du 14/12/13 : 26.I.1, 26.I.2, 26.I.3 et 26.II.2.

L'IIC invite l'exploitant à poursuivre les actions recommandées dans l'AMR.

Au début de la visite, l'exploitant a informé l'IIC que la centrale « ETOILE » était très peu utilisée. A l'arrêt complet en hiver, elle était également en arrêt lors de la visite. Elle est utilisée selon les besoins de production de froid qui varient avec les conditions météorologiques et/ou la disponibilité des autres sites de production.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur : <ul style="list-style-type: none"><li>– les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;</li><li>– les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;</li><li>– les dispositions du présent arrêté. En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés.</li></ul> Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend : <ul style="list-style-type: none"><li>– les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;</li><li>– la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;</li><li>– les attestations de formation de ces personnes.</li></ul>

**Constats :**

L'exploitant a indiqué que pour tous les sites de Fraîcheur de Paris (FRDP) et notamment pour le site FRDP ETOILE, Monsieur Rodolphe LELIEVRE, Directeur des opérations, était le responsable des installations. De plus, il a présenté le document désignant les responsables de surveillance de l'installation de refroidissement "Les Halles" du 3/04/2024. Le document est conforme.

Aussi, l'exploitant a indiqué que FRDP possède un poste de conduite relié avec un numéro de téléphone le 01 40 02 79 08 joignable 24h/24 et 7jours/7.

Au-delà du poste de conduite, pendant le JOP 2024, FRDP avait mis en place une astreinte de direction joignable 24h/24 au numéro de téléphone 06 75 14 68 78.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté un programme de formation commune pour tous les sites, avec deux modules selon les profils concernés :

- module réglementaire
- module technique (conduite des installations, prélèvement pour analyse légionelle, comprendre la stratégie de traitement d'eau mise en œuvre sur chaque site, les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles, connaître les facteurs de risque majeurs et les objectifs de l'AMR, du plan d'entretien et de plan de surveillance, les procédures préventives et curatives, ...)

L'exploitant a présenté un plan de formation avec la liste des personnes intervenant sur les installations. L'inspection a constaté que le document était incomplet (il manquait la date de la dernière formation suivie pour les personnes programmées à renouveler leur formation, ...) L'inspection a demandé à l'exploitant de compléter et transmettre le tableau de la liste des personnes intervenant sur l'installation à l'inspection.

Le tableau complété a été transmis à l'inspection le 18/04/2024 avec un courriel explicatif des mouvements des salariés (personnel nouvellement embauché, en congés longue maladie, congés sabbatiques,...). Le document a été jugé recevable.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Réalisation de l'analyse méthodique des risques (AMR)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention du risque légionelles

**Prescription contrôlée :**

Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. [...] En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

**Constats :**

En amont de la visite, l'exploitant a transmis les AMR du site des Halles les versions de juin 2023 et de mars 2024. Après analyse, les documents ont été jugés recevables.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Analyse méthodique des risques (AMR) – Prise en compte de l'installation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention du risque légionelles

**Prescription contrôlée :**

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

**Constats :**

Le schéma de l'installation est présenté dans l'AMR, le point de prélèvement est bien repéré et est situé hors de l'influence de l'eau d'appoint.

La liste des bras morts (BM) conceptions et fonctionnels est dans un onglet du fichier hydraulique. L'AMR indique qu'une action a été mise en œuvre pour gérer le risque sur chaque bras morts critique identifié et préconise la nécessité de calculer les rapports surfaces / volumes des BM / volume du circuit.

L'IIC invite l'exploitant à **réaliser ces prescriptions et d'évaluer le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'actions correctives
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Procédures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;</li> <li>– procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation :</li> <li>– suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ;</li> <li>– en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ;</li> <li>– en cas de fonctionnement saisonnier (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ;</li> <li>– suite à un arrêt prolongé complet ;</li> <li>– suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant survenir sur l'installation ;</li> <li>– autres cas de figure propre à l'installation.</li> </ul> <p>Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation.</p> <p>Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en <i>Legionella pneumophila</i> est réalisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'IIC, la procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours et la procédure suite à un arrêt prolongé complet. Les procédures prévoient une analyse en <i>Legionella pneumophila</i> dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage.</p> <p>Les procédures sont jugées conformes à la réglementation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Plan d'entretien – Présence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Sur la base de l'AMR sont définis : [...]</p> <p>– un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ; [...]</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le plan d'entretien du site ÉTOILE, document indice J du 25/03/24 qui découle de l'AMR révisée le premier semestre 2024.</p> <p>La date de révision sur le tableau de l'historique ne correspond pas à la date à l'en-tête du document. L'IIC invite l'exploitant à bien <b>vérifier la concordance des documents après leur mise à jour.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Plan d'entretien – justification

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du risque légionelles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p> <p>Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des Legionella pneumophila par la réalisation d'analyses hebdomadaires en Legionella pneumophila, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir trois analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, a été présenté également la fiche « Stratégie de traitement d'eau circuit de refroidissement type TAR » indice 3 du 25/03/24 et les fiches de données de sécurité des produits. La fiche "Stratégie de traitement d'eau" est incomplète.</p>



<p>L'exploitant doit <b>mettre à jour la fiche de stratégie de traitement</b> d'eau pour indiquer les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés conformément à l'article 26.I.2 de l'AMPG du 14/12/13.</p> <p>Ce document doit être transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 7 : Plan de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action.</p> <p>Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.</p> <p>L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le plan de surveillance du site ÉTOILE, document indice I du 25/03/24 qui découle de l'AMR indice H.</p> <p>Le plan de surveillance n'était pas à jour et comportait des erreurs (dans le tableau de l'historique de révision du document, le dernier plan de surveillance était d'indice J du 24/03/2024), des incohérences avec la fiche « Stratégie de traitement d'eau circuit de refroidissement type TAR » indice 3 du 25/03/24 et à la dernière révision de l'AMR.</p> <p>L'exploitant doit <b>mettre à jour le plan de surveillance sur la base de la fiche « Stratégie de traitement d'eau circuit de refroidissement type TAR » indice 3 du 25/03/24 et de l'AMR.</b></p> <p>Ce document doit être transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Nettoyage préventif des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.  Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.
<b>Constats :</b>  Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques des tours de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, a été réalisée par la société AQUAPROX Industries du 11 au 15/12/2023. Le rapport conclut un bon état des pare-gouttelettes et des packing et un état moyen des buses. La société AQUAPROX a préconisé le changement des boulons de maintien de filtres pour les quatre tours, de changer la poignée cassée d'un filtre du bassin de la tour n°3, de prévoir le changement des dix buses cassées et un stock de buses sur site et de prévoir également un système de repose-pied pour le packing de la tour n°4.  L'exploitant a informé l'IIC que, ne trouvant pas le modèle de buse, il allait obturer dans un premier temps les petits trous pour permettre une distribution plus homogène en attendant le remplacement.  L'IIC invite l'exploitant à déployer ces préconisations et à <b>transmettre les documents attestant la bonne réalisation des travaux.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : Procédure > 100 000 UFC/L**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour

aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau".

Ce document précise :

- les coordonnées de l'installation ;
- la concentration en *Legionella pneumophila* mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ;
- la date du prélèvement ;
- les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation.

En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.

Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté ;

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ;

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion ;

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV des présentes consignes d'exploitation. Le dépassement est également consigné dans un tableau de

<p>suivi des dérives, joint au carnet de suivi ;</p> <p>f) Dans les six mois suivant l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV.1 du présent article ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté la procédure des actions à mener en cas de dépassement en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 100 000 UFC/L, document réf.SMS-C-LEG-001 version B du 22/02/24.</p> <p>Cette procédure est commune à tous les sites exploités par FRDP pour les dépassements supérieure ou égale à 100 000 UFC/L mais les modes opératoires dans les annexes 1 à 7 sont spécifiques à chacun des établissements. Le mode opératoire correspondant au site ETOILE est décrit dans l'annexe 3.</p> <p>La page 4 est relative à l'information de l'inspection. Conformément à l'article 26.II.1 de l'AMPG du 14/12/13, « l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, par télécopie et par courriel,... » ainsi, l'adresse mail devra être remplacée par les adresses mail de contact suivantes : pour la Préfecture de police : pp-dupa-sdpes-bpeof-ic@interieur.gouv.fr pour la DRIEAT : <a href="mailto:icpe-75.sric.ud92.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr">icpe-75.sric.ud92.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr</a></p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 27/05/2024 à l'IIC le document complété et mis à jour.</p> <p>La procédure est complète et les actions à mener sont conformes aux prescriptions des points a) à f) de l'article 26.II.1 de l'AMPG du 14/12/13.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suites</p>

#### N° 10 : Procédure Flore interférente

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention du risque légionelles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>3. Actions à mener si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020) est rendu impossible par la présence d'une flore interférente</p> <p>a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en Legionella pneumophila selon la norme NF T90 431. Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit.</p> <p>b) Si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020) est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède sous une semaine à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et correctives.</p> <p>c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.</p>

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a présenté la procédure des actions à mener en cas de présence de flore interférente, document réf.SMS-C-LEG-003 version B du 04/04/24.

Cette procédure est commune à tous les sites exploités par FRDP. La procédure est complète et les actions à mener sont conformes aux prescriptions des points a) à c) de l'article 26.II.3 de l'AMPG du 14/12/13.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Analyse légionnelle de l'eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention du risque légionelles

**Prescription contrôlée :**

Le laboratoire, chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020) répond aux conditions suivantes :

- le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ;
- le laboratoire rend ses résultats sous accréditation.

Les résultats sont présentés selon la norme NF T90-431 (version 2020) ou toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées. Les résultats sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).

L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en *Legionella pneumophila* ou en *Legionella species* supérieures ou égales à 100 000 UFC/L soient conservés pendant trois mois par le laboratoire.

Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :

- coordonnées de l'installation ;
- date, heure de prélèvement, température de l'eau ;
- date et heure de réception de l'échantillon ;
- date et heure de début de l'analyse.
- nom du préleveur ;
- référence et localisation des points de prélèvement ;
- aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ;
- pH, conductivité et turbidité de l'eau mesurés au lieu du prélèvement ;
- nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...) ;
- date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés.

Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.

L'exploitant s'assure que le laboratoire l'informerá des résultats provisoires confirmés et définitifs de l'analyse par des moyens rapides (télécopie, courriel) si :

- le résultat provisoire confirmés ou définitif de l'analyse dépasse le seuil de 1 000 UFC/L ;
- le résultat provisoire confirmés ou définitif de l'analyse rend impossible la quantification de *Legionella pneumophila* en raison de la présence d'une flore interférente.

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses supplémentaires, y compris en déclenchant un contrôle de façon inopinée, ainsi que l'identification génomique des souches prélevées dans l'installation par le Centre national de référence des légionelles (CNR de Lyon).

**Constats :**

L'inspection a vérifié un bulletin d'analyse en vue de la recherche des *Legionella pneumophila* au hasard et a constaté que la date de la dernière injection de biocide est incompatible avec la date de l'analyse.

L'exploitant doit vérifier la **complétude et l'exactitude des informations sur les bulletins d'analyse.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois